

Grèce : le bon élève sera quand même puni

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 15 mai 2020

 alternatives-economiques.fr/grece-eleve-sera-meme-puni/00092692



La Grèce n'était pas la mieux placée pour faire face à la pandémie. Après une décennie de programmes d'ajustement particulièrement violents, le pays retrouvait le chemin d'une reprise hésitante qui n'effaçait pas les empreintes laissées par la crise précédente. En particulier, le système de santé avait été durement touché.

Avant la pandémie, les dépenses de santé représentaient 8 % du PIB, contre 9,5 % en 2009. Mais, le PIB avait entre-temps baissé d'un quart, de telle sorte que les dépenses de santé ont en fait baissé d'un tiers, et de 40 % pour les dépenses publiques.

Quels que soient les critères (lits d'hôpitaux, personnel soignant, disponibilité de tests), la Grèce était dans une position de faiblesse vis-à-vis de la pandémie. En particulier, il n'y avait que 560 lits en unités de soins intensifs pour une population de 10,7 millions d'habitants, soit une proportion plus de cinq fois inférieure à l'Allemagne.

Enfin, la population grecque est la plus âgée d'Europe après l'Italie, d'autant plus que beaucoup de jeunes ont émigré : elle était donc *a priori* plus exposée au virus.

Un confinement strict et précoce

Malgré ces handicaps initiaux, la Grèce est l'un des pays européens qui a le mieux fait face à la pandémie. Le 27 avril dernier, le nombre de décès liés au coronavirus était de 130, contre plus de 20 000 en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. Si l'on rapporte le nombre de personnes décédées du Covid-19 à la population (pour tenir

compte de la taille de chaque pays), les ordres de grandeur sont significatifs, et la performance de la Grèce est impressionnante : 12 décès par million d'habitants contre 341 en France et 494 en Espagne. [Voir graphique 1 en annexe.](#)

Les raisons de ce succès tiennent en grande partie à la politique proactive du gouvernement. Dès l'apparition du premier cas, le 27 février, il décide d'annuler la traditionnelle saison des carnivals (*Apókries*). Alors que le nombre de cas n'est encore que de 89, les rassemblements, notamment religieux, sont interdits le 8 mars. Les écoles et les universités sont fermées le 10 mars, les frontières terrestres le 15. Les commerces non essentiels, les cafés, restaurants et hôtels sont fermés le 16 mars ; deux villages du nord sont mis en quarantaine. Puis les églises sont à leur tour fermées le lendemain. Enfin, les déplacements non essentiels sont prohibés le 23 mars.

La mise en place d'un programme de confinement rigoureux s'explique sans doute par l'incapacité prévisible du système de santé dégradé à faire face à l'épidémie

La Grèce apparaît donc comme ayant réalisé la meilleure gestion de la crise dans la zone euro, comme le souligne l'étude comparative réalisée par le *think tank* [TheBridge](#). La Grèce a su « tuer dans l'œuf » la propagation du virus grâce à un confinement rapide et précoce. Le contraste entre Athènes – qui a suspendu les événements publics et fermé les écoles avant même la détection des 100 premiers cas – et Madrid – qui a pris des décisions similaires à un stade beaucoup plus avancé de l'épidémie – est particulièrement frappant.

La mise en place d'un programme de confinement aussi rigoureux s'explique sans doute par l'incapacité prévisible pour un système de santé dégradé de faire face à la diffusion de l'épidémie : « *Il y avait des réalités, des faiblesses, dont nous étions très conscients* », explique [Andreas Mentis](#), le directeur de l'Institut Pasteur grec.

Le gouvernement sera d'ailleurs amené à lancer une [initiative de volontariat](#) en soutien logistique au système de santé, qui a attiré plus de 5 500 candidats. Paradoxalement, « *le fait que la Grèce se trouve depuis 2010 dans une situation de gestion de crise à peu près permanente a sans doute aidé* », comme a suggéré l'économiste [George Pagoulatos](#).

Le cas des migrants

L'autre « crise » que le pays doit gérer est l'afflux de migrants. Le jour même où le carnaval était annulé (le 27 février), la Turquie décidait d'ouvrir ses frontières aux réfugiés. Le Premier ministre grec, Kyriákos Mitsotákis choisit alors de les refouler avec l'assentiment des dirigeants européens, qui ont vu en la Grèce un « bouclier européen ».

Jusqu'à présent, il n'y a pas de cas de Covid-19 dans les camps de migrants installés dans les îles

La République hellénique doit en effet prendre en charge un grand nombre de migrants, dont 40 000 sont entassés dans cinq camps établis sur diverses îles et cela dans des conditions indignes. Jusqu'à présent, il n'y a pas de cas de Covid-19 dans ces camps. Cependant, deux d'entre eux installés sur le continent ont été mis en quarantaine, et 148 personnes ont été diagnostiquées dans un hôtel d'accueil à Athènes.

Le responsable de Médecins sans frontières en Grèce, Apostolos Veizis, avertit : « *Forcer les gens à vivre dans des camps surpeuplés et insalubres dans le cadre de la politique européenne d'endigement était déjà irresponsable, mais c'est encore plus vrai aujourd'hui avec la menace du Covid-19.* »

Un choc violent sur l'économie

Le FMI prévoit une chute du PIB de 10 % en 2020, et une reprise de 5,1 % en 2021. Le taux de chômage passerait à 22,3 % en 2020, contre 17,3 % en 2019. La balance courante se creuserait de plus de 4 points de PIB. Ces chiffres valent ce qu'ils valent, et le programme de stabilité 2020-2021 du gouvernement est un peu moins pessimiste. Il n'en reste pas moins que le choc devrait être violent, parce que la Grèce est particulièrement exposée.

| Le FMI prévoit une chute du PIB de 10 % en 2020, et une reprise de 5,1 % en 2021

Une partie de ses ressources, de l'ordre d'au moins un quart du PIB si l'on prend en compte ses effets indirects, provient du tourisme international, évidemment menacé par la fermeture des hôtels et des vols internationaux, au début même de la saison touristique. La Grèce dépend aussi des activités de sa flotte marchande (même si les armateurs sont des experts en évasion fiscale), qui sont fortement touchés par le freinage du commerce mondial.

Le raffinage du pétrole occupe aussi une place primordiale dans l'industrie grecque, avec notamment le groupe *Hellenic Petroleum* (en voie de privatisation) et, là encore, les effets de la récession mondiale seront marqués. Enfin, l'économie hellénique est caractérisée par le poids important des PME, susceptibles de faire faillite en raison du confinement.

Une forte dégradation du solde budgétaire

Tout ceci a aussi un coût pour les finances publiques : il y a évidemment les pertes de recettes, mais aussi les mesures de soutien aux travailleurs et aux entreprises.

Le gouvernement a ainsi institué une prestation unique pour les travailleurs dont l'emploi est suspendu, et pris en charge leurs cotisations sociales pendant 45 jours. Au total, 1,7 million de personnes, soit 80 % des travailleurs du secteur privé, sont concernés. L'aide financière est étendue aux indépendants et le versement de la taxe sur la valeur ajoutée est suspendu pour 800 000 entreprises. Pour les mois d'avril et mai, ces mesures représentent déjà 5,1 milliards d'euros, soit 2,6 % du PIB de 2019.

Après un effort budgétaire hors norme, la feuille de route imposée à la Grèce par les créanciers ne pourra pas être tenue

La feuille de route imposée à la Grèce par les créanciers ne pourra donc être tenue. Pour garantir sa capacité de remboursement, les institutions européennes lui ont prescrit de dégager un important excédent primaire (la différence entre les recettes et les dépenses publiques hors intérêts sur la dette). Et la Grèce n'a pas ménagé ses efforts lors des quatre dernières années, en affichant un excédent primaire considérable variant entre 3 et 4 % du PIB.

Les accords signés prévoyaient 3,1 % du PIB pour 2020, puis une légère baisse pour atteindre 2,4 % en 2024. Mais la pandémie va conduire à un déficit primaire considérable, évalué à 5,1 % du PIB par le FMI, puis 4,4 % en 2021.

Voir graphique 2 en annexe.

Une BCE plus flexible

L'état s'était un peu desserré depuis que la droite est revenue au pouvoir. La Banque centrale européenne (BCE) a accepté, contrairement à sa politique antérieure, d'inclure les obligations grecques dans son programme d'achat d'actifs de 750 milliards d'euros. Les banques pourront en outre déposer des titres de la dette publique grecque en garantie lorsqu'elles emprunteront des liquidités.

Pourtant, cela risque de ne pas suffire pour financer les déficits. Certes, la Grèce dispose d'un « matelas » de liquidités pour faire face au service de la dette, mais, selon Panos Tsakloglou, l'ancien chef de cabinet du ministre des Finances, il ne pourrait lui permettre de se « *retirer du marché que pendant environ trois mois. Si nous sommes parcimonieux, cela peut être un peu plus long, mais pas beaucoup plus* ».

L'Europe a refusé de reculer l'une des réformes demandées : les propriétaires incapables de payer leurs hypothèques devront vendre leur logement aux enchères

Si la BCE assouplit son traitement imposé à la Grèce, il ne faudrait pas y voir une volonté des créanciers de réduire substantiellement leurs exigences. C'est ce que montre leur position inflexible sur la loi de protection de l'habitation principale. Cette loi garantit aux propriétaires ou aux accédants qu'ils pourront conserver leur logement. Elle avait déjà été rendue moins protectrice en mars 2019 sous la pression des créanciers.

Le nouveau gouvernement avait projeté de la vider encore plus de son contenu à compter du 30 avril 2020, toujours en vertu des accords avec les créanciers. La protection disparaîtrait, de telle sorte que des propriétaires surendettés et incapables de payer leurs hypothèques devraient vendre leur logement aux enchères.

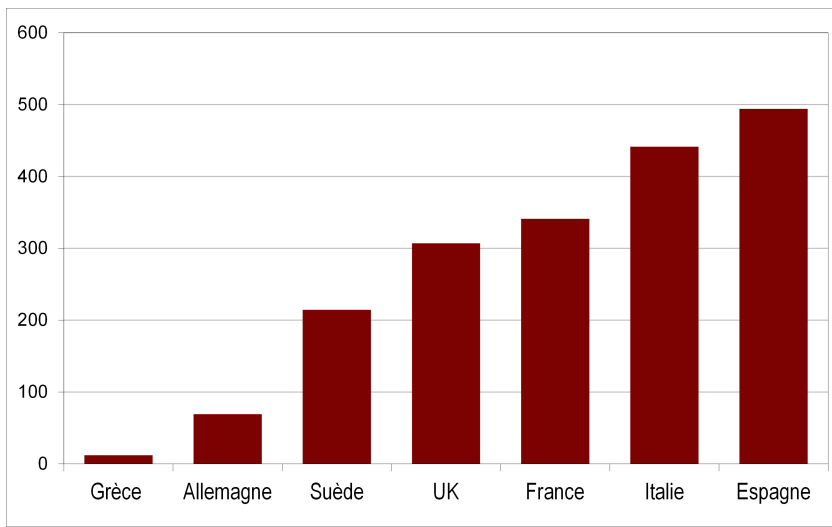
Compte tenu de la crise actuelle, le gouvernement a quand même envisagé de repousser cette nouvelle réforme en raison de la débâcle économique actuelle. Mais les « institutions » (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds

monétaire international) s'y refusent : les créanciers « ne voient pas pourquoi un tel report devrait être approuvé ».

Cette attitude est révélatrice : elle montre que, même si elle a pu contenir la pandémie, la Grèce reste en réanimation européenne.

1. nombre de décès liés au Covid-19 par million d'habitants au 27 avril 2020

Source : European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) via Our World in Data



2. Excédent primaire du budget grec. 2016-2024

réalisé en bleu, prévu initialement en vert, prévisions en rouge

